

« L'Allemagne était mieux préparée... »

Vu de Berlin.

Pour Henrik Enderlein, les difficultés actuelles de la France viennent de son laxisme budgétaire en 2007-2008.

Le Point: Comment l'Allemagne réagit-elle à la perte du triple A par la France ?

Henrik Enderlein: Tout le monde s'y attendait. Les réactions des marchés montrent bien que ce n'est pas vraiment une surprise. La différence des taux d'intérêt servis entre le AAA et le AA+ est minime. Cela dit, il est clair que tous les pays de la zone euro sont surendettés, y compris l'Allemagne, et qu'il faut réfléchir à une stratégie commune pour en terminer avec cette crise.

Quelles sont les conséquences pour l'Allemagne, qui reste l'un des derniers bons élèves de la classe européenne ?

L'Allemagne est dans une situation différente de la France. La raison remonte à la politique menée en 2007/2008 par Peer Steinbrück, alors ministre social-démocrate des Finances au sein de la grande coalition CDU-CSU menée par Angela Merkel. Steinbrück a appliqué une politique de rigueur budgétaire stricte pour réduire le déficit public. La France n'a pas, comme l'Allemagne à l'époque, produit un excédent budgétaire. Contrairement à ce que le candidat Sarkozy avait promis, elle n'a pas réussi à rééquilibrer ses finances publiques. L'Allemagne a elle aussi un niveau de dette très élevé. Mais elle a su à l'époque contrôler ses dépenses et mettre un peu d'argent de côté. La dynamique globale est donc tout autre. L'Allemagne était mieux préparée que la France pour affronter la crise.

Qu'est-ce que la France aurait dû faire pour être mieux préparée ?

L'Allemagne n'a certainement pas de leçons à donner à la France. Je trouve exagéré le débat qui insiste sur des pseudo-différences structurelles entre la France



Henrik Enderlein, professeur de sciences politiques à la Hertie School of Governance, à Berlin.

et l'Allemagne. Ce ne sont ni les 35 heures ni le salaire minimum qui expliquent les difficultés de la France aujourd'hui. Il ne faut pas oublier que l'économie française est l'une des plus productives d'Europe, nettement plus productive que l'allemande. Les Français travaillent peu, mais ils produisent beaucoup. Pour moi, les difficultés actuelles de la France résultent donc plutôt du laxisme en matière budgétaire des années 2007 et 2008. Le président Sarkozy n'a pas stabilisé les finances publiques avant la crise, comme l'ont fait les Allemands en augmentant les impôts et en réduisant les dépenses. Côté allemand, il faut également mentionner les fameuses réformes Hartz du marché du travail introduites sous la législature du social-démocrate Gerhard Schröder de 2003 à 2005, qui a totalement redéfini l'assurance-chômage en mettant en œuvre une réduction des allocations versées aux chômeurs de longue durée refusant d'accepter un emploi ne correspondant pas à leurs qualifications.

La France dégradée, est-ce la fin du tandem « Merkozy » ? Comment ce couple inégal va-t-il fonctionner ?

Jouer le jeu de la différence entre pays n'a pas de sens. La zone euro doit trouver des solutions communes pour regagner la

confiance des investisseurs des deux côtés du Rhin. Je n'accorderai donc pas trop d'importance aux agences de notation qui essaient de diviser la zone euro. Il faut faire en sorte que l'ensemble des pays reviennent forts. Il n'est pas exagéré de dire que la zone euro est une communauté de destins.

Wolfgang Reitzle, le patron du groupe Linde, vient de briser un tabou. Il est le premier à évoquer une sortie de l'Allemagne de la zone euro.

C'est n'importe quoi. Et il est dangereux de faire ce genre de remarque. Si la zone euro était à refaire, on la referait peut-être différemment. Mais il n'est pas question de la refaire. Les coûts de la destruction de l'euro seraient beaucoup plus importants que les gains potentiels que certains eurosceptiques font miroiter. En cas d'éclatement de l'euro, toute l'économie européenne risque de s'effondrer en même temps que le système bancaire. Et là, ce serait bien autre chose que les secousses qui ont suivi la chute de Lehman Brothers. Le scénario un pays/une monnaie n'est plus réalisable.

Les Allemands sont pourtant très inquiets.

Tout le monde est inquiet en Europe, parce que l'on voit bien que la construction d'une Europe commune sans politique fiscale commune ne fonctionne pas. C'est l'Allemagne qui rechigne à franchir le pas. Il va falloir qu'elle y repense. Je suis intimement convaincu que l'Allemagne reste un pays proeuropéen qui réalise que l'euro n'est pas un projet à court terme à rejeter du jour au lendemain. Nous sommes obligés de trouver des solutions qui passeront par plus d'intégration politique et fiscale. Il faudra aussi renforcer les institutions européennes, notamment le Parlement. Ce surcroît d'intégration nécessite un rapprochement politique plus poussé, comparable à celui qui avait conduit à la création de la monnaie unique. Cela prendra une décennie et mieux vaudrait définir une feuille de route. Le plus important, dans cette démarche, est de bien faire la différence entre les solutions à court terme pour éteindre le feu et celles à cinq, dix ans pour reconstruire la maison euro ■

PROPOS RECUEILLIS PAR PASCALE HUGUES (À BERLIN)